

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



UNIVERSITY
12320723
S/12821
25 août 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 25 AOUT 1978, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA ZAMBIE AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire part du dernier acte d'agression sauvage perpétré par les forces de sécurité du Gouvernement raciste sud-africain contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Zambie.

Le mardi 22 août 1978 à minuit, les forces de sécurité du régime d'apartheid ont lancé une opération préméditée et généralisée de bombardement sur la localité civile de Sesheke, située à la frontière de la Zambie avec la Namibie; les bombardements se sont poursuivis jusqu'au matin du jeudi 24 août 1978.

Aujourd'hui, les combats continuent entre les forces de défense nationale de la Zambie et les forces fascistes sud-africaines. Entre-temps, le district de Sesheke a été complètement déserté à la suite de ces bombardements abjects, l'hôpital principal du district a été fermé et tout le personnel ainsi que le matériel médical ont été transférés dans un village des environs.

Cette opération, scandaleuse et infâme, a jusqu'à présent provoqué la mort de douze (12) civils zambiens innocents, y compris huit (8) hommes, trois (3) femmes et un (1) enfant; six (6) civils ont été gravement blessés et il y a eu des dommages importants, y compris la destruction d'une centrale électrique, de l'aéroport local et de bâtiments scolaires.

A un moment où l'attention du monde est concentrée sur les efforts qui sont déployés pour résoudre le problème de la Namibie par des moyens pacifiques, ce tout dernier acte d'agression armée perpétré par l'Afrique du Sud raciste contre le peuple zambien épris de liberté et de paix ne peut qu'inspirer une vive inquiétude, une indignation profonde, et une condamnation sans réserve.

Cette manifestation récente d'une agressivité systématique, typique du régime de Pretoria, permet de s'interroger sur la crédibilité et sur l'authenticité du désir professé par ce régime de parvenir à un règlement de paix négocié en Namibie. Pour mon gouvernement, cet incident fait surgir le spectre inquiétant de l'Afrique du Sud reniant les promesses solennelles qu'elle a faites à l'occasion des efforts de paix actuellement déployés par l'ONU en Namibie.

Pour mon gouvernement et d'autres qui connaissent bien le comportement du régime de Pretoria, il est évident que cette stratégie a pour but de compromettre la situation politique, déjà tendue et délicate, qui règne en Namibie, territoire international que l'Afrique du Sud continue de diriger illégalement, jusqu'à ce que les possibilités d'un règlement pacifique disparaissent irréversiblement.

La Zambie se rend bien compte que le régime raciste d'apartheid de l'Afrique du Sud essaie résolument de provoquer la SWAPO, authentique représentant du peuple namibien, et les pays indépendants de la région, comme la Zambie, pour les amener à des confrontations armées ouvertes qui ne pourraient conduire qu'à faire échouer les efforts de paix que déploie actuellement l'ONU en Namibie. En cas d'événement négatif ou de régression de ce genre, le régime raciste d'Afrique du Sud en rendrait immédiatement la SWAPO responsable. Le régime de Pretoria aurait alors toute prête l'excuse tant souhaitée pour procéder au règlement interne qu'elle prévoit, à l'aide d'éléments fantoches en Namibie.

Le Gouvernement zambien rapproche ce dernier acte ignominieux du raid effectué en Angola, en l'absence de toute provocation, par les forces de sécurité du régime d'apartheid de Pretoria en mai de cette année; en effet, nous ne savons que trop bien que l'Afrique du Sud a pour stratégie diabolique de détruire la solide arrière-garde de la SWAPO pour neutraliser cette dernière et l'obliger à exécuter les caprices et les ordres des racistes de Pretoria.

Nous invitons encore une fois instamment tous les gouvernements qui peuvent avoir une influence décisive sur le régime de Pretoria, en particulier ses principaux alliés occidentaux, à tout faire pour prouver de manière irréfutable la réalité de leur volonté déclarée de parvenir à un règlement pacifique négocié du problème namibien. Cela est capital, ne serait-ce que pour sauver ce qui reste de chances de parvenir à une solution pacifique.

Si l'Afrique du Sud ne met immédiatement un terme à son odieuse politique d'agressions non provoquées et de représailles fabriquées contre la SWAPO et les Etats indépendants de la région, toute la confiance et tout l'élan qui ont pu naître des récents efforts de paix seront réduits à néant. Cette politique ou cette stratégie suicidaire aura pour seul effet de convaincre les peuples opprimés d'Afrique australe que l'intensification de la lutte armée est le seul moyen efficace de parvenir à l'autodétermination et à l'indépendance.

Il ne m'est pas besoin de réaffirmer que face aux actes répétés d'agression sauvage du régime raciste sud-africain, le Gouvernement et le peuple zambiens continuent d'apporter leur ferme soutien à la lutte pour la libération de l'Afrique australe.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) Gwendoline C. KONIE